

Frédéric Mitterrand : entre l'impuissance et le parjure

En notre république sarkosifiée, où le bon peuple est convié à venir débattre du sexe des anges pour tenter de répondre à la fameuse question posée par Montesquieu : « Comment peut-on être persan ? », pardon, français.... le ministère de la culture fêtait paisiblement, et dans l'indifférence générale, ses cinquante ans.

Lorsque éclata un coup de tonnerre dans ce ciel apparemment serein : la grève, déclenchée le 23 novembre au Centre Pompidou, bientôt élargie à la Bibliothèque publique d'information puis à de nombreux musées, monuments, établissements publics dépendant du ministère de la Culture, à Paris comme en province.

C'est l'annonce de suppressions d'emplois (presque autant que ceux gagnés lors de la grève de 2006) qui a mis le feu aux poudres. En réalité, c'est la conséquence de la RGPP – « Restriction générale des politiques publiques » – qui entre dans sa deuxième phase. Après l'administration centrale, c'est maintenant au tour des établissements publics et des DRAC de faire les frais de ces dégraissages d'effectifs.

Nous sommes aujourd'hui à un tournant !

Au-delà du malaise social profond qu'elle révèle, la grève au ministère de la culture est une manifestation de résistance emblématique à l'entreprise, déjà bien avancée, de dynamitage de la fonction publique.

En durcissant sa position face au mouvement de grève, le gouvernement veut faire un exemple : il entend montrer que rien, ni personne, ne pourra s'opposer à la « modernisation de l'Etat », telle qu'elle a été conçue par le Président de la République et mise en oeuvre par son gouvernement.

C'est là la mission qui a été confiée à Frédéric Mitterrand, quoique ce dernier ne l'ait avoué, contraint et forcé, qu'à l'occasion de sa rencontre avec les syndicats le 2 décembre.

Ce jour-là, le masque est définitivement tombé ! Impuissant à empêcher la délocalisation du siège de l'Inrap à Reims, le ministre de la culture a donné l'impression de jouer son va-tout en jouant les va-t'en guerre !

Ce faisant, Frédéric Mitterrand se parjure¹. N'avait-il pas affirmé, lors du premier CTPM qu'il présida en juillet dernier que « jamais, avec lui, les syndicats n'auraient en face d'eux un ministre antisocial »?

SUD Culture appelle tous les agents du ministère à rejoindre et renforcer le mouvement de grève.

Paris, le 7 décembre 2009